

Activités présidentielles

Lucas Abaga Nchama hôte d'Ali Bongo Ondimba

O. N.
Libreville/Gabon

L'entretien entre le président de la République et le gouverneur de la Banque des Etats d'Afrique centrale (BEAC) s'est déroulé en présence du ministre de l'Economie, Régis Immongault.

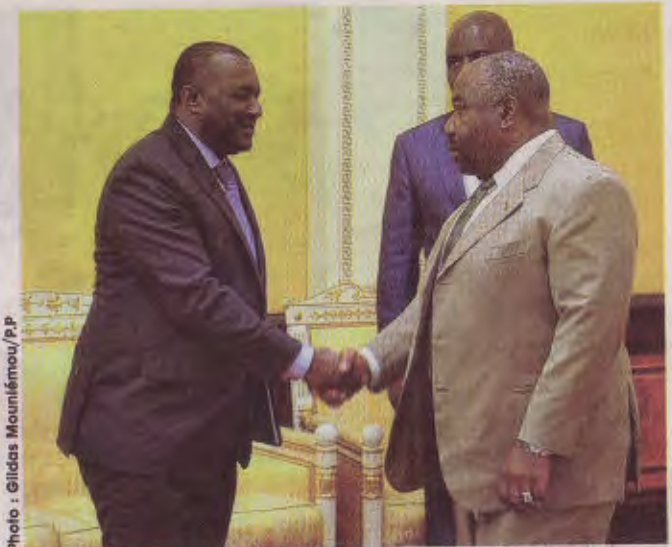
LE gouverneur de la Banque des Etats d'Afrique centrale (BEAC), l'Equato-

guinéen Lucas Abaga Nchama, a été reçu, hier en fin d'après-midi, par le chef de l'Etat Ali Bongo Ondimba. La rencontre entre les deux hommes a eu lieu au palais de la présidence de la République. C'était en présence du ministre de l'Economie, Régis Immongault. L'entretien a tourné, entre autres, autour de la situation économique et financière au sein de la

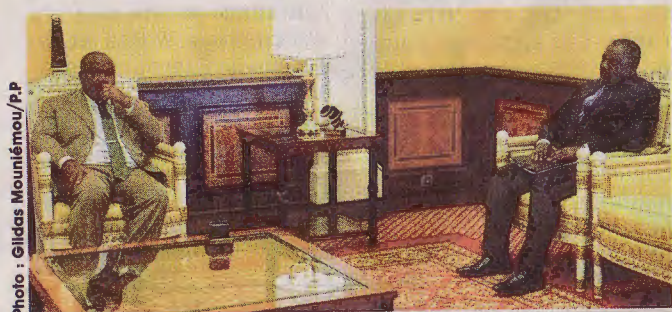
Communauté économique et monétaire des Etats de l'Afrique centrale (Cémac). Une sous-région qui regroupe, outre le Gabon, le Congo, le Cameroun, le Tchad et la Guinée Equatoriale. Ils ont essentiellement évoqué la mauvaise conjoncture économique qui frappe la sous-région depuis plusieurs années, à cause de la crise pétrolière caractérisée par une baisse du cours du baril, ayant des

répercussions non seulement sur la croissance dans la sous-région, mais aussi sur les budgets des Etats membres de la Cémac. Cette situation difficile que connaissent les pays de la Cémac, contraint aujourd'hui les Etats de cet espace communautaire à entreprendre des réformes courageuses pouvant leur permettre de faire face, de manière efficace à la crise actuelle qui affecte sérieusement les économies des pays de la sous-région. Souvenons-nous de cette sortie récente du ministre Immongault, au terme de la dernière réunion du Comité monétaire et financière (CMF) du Gabon qu'il a présidée : "La crise est là ! Et elle est dure".

Il faut également souligner que l'entretien entre le président de la République et Abaga Nchama intervient à quelques mois de la fin du mandat de ce dernier à la tête de la Banque des Etats d'Afrique centrale. Cela au terme de sept années passées à la tête de l'institution financière communautaire. L'Equatoguinéen avait été nommé à la tête de la BEAC lors du 10e sommet des chefs d'Etat de la Cémac. Lucas Abaga Nchama inaugurerait ainsi le "principe de



Poignée de main entre le chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba, et le gouverneur de la BEAC Lucas Abaga Nchama.



Une phase de l'entretien.

rotation par ordre alphabétique des Etats membres au niveau de toutes les institutions, organes et institutions spécialisées de la Communauté". Rappelons que cette

rotation commencée par la Guinée-Equatoriale, devrait se poursuivre, selon l'ordre alphabétique, avec le Tchad. Ce, pour un mandat de sept ans également.

Félicitations au président Ali Bongo Ondimba

Excellence,
J'ai l'honneur de transmettre à Votre Excellence, au nom du gouvernement et du peuple de la République d'Afrique du Sud, de sincères félicitations à l'occasion de votre réélection en tant que président de la République gabonaise. Je saisis cette opportunité pour exprimer et confirmer à nouveau mon appréciation des relations excellentes, chaleureuses et étroites qui existent entre nos deux pays et nos peuples frères. Je suis certain que ces bonnes relations existantes, lesquelles ont été construites au fil des ans, continueront de croître et de prospérer sous votre direction avisée. Veuillez accepter, Excellence et cher frère, l'assurance de ma très haute considération.

Jacob Zuma
Président de la République de l'Afrique Sud

Sheikh Professor Alhaji DR. Yahya A J J Jammeh
Président de la République islamique de Gambie

• Monsieur le président,
A l'issue de l'élection présidentielle qui vient d'avoir lieu dans votre pays, le Peuple gabonais vous a nouvellement confié son destin comme président de la République gabonaise. C'est l'occasion pour moi de saluer votre réélection à la tête du Gabon et de vous adresser, au nom du gouvernement et du peuple brésilien et en mon nom personnel, nos plus chaleureuses et fraternelles félicitations. En vous souhaitant plein succès pour ce nouveau mandat présidentiel, je réitère la disponibilité du gouvernement brésilien à poursuivre les actions en vue de l'appro-